

I'HUMANITÉ



rouge

*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,
UNISSEZ-VOUS !*

I F Boite Postale 134, Paris-20°
C.C.P. H.R. : N° 3022672 - LA SOURCE

HEBDOMADAIRE D'INFORMATIONS ET D'ETUDES
MARXISTE-LENINISTE
AU SERVICE DES LUTTES DES OUVRIERS, PAYSANS
ET INTELLECTUELS

2^e ANNEE **N° 65**
JEUDI 18 JUIN 1970

RÉPONDONS A L'APPEL DU PRÉSIDENT MAO

Soutenons le juste combat des peuples d'Indochine contre les agresseurs américains !

**EN MAI, L'ARMÉE DE LIBÉRATION NATIONALE DU CAMBODGE
A MIS HORS DE COMBAT PLUS DE 34.000 SOLDATS YANKEES ET FANTOCHES**

Hanoï, 8 juin (Hsinhua) - Depuis l'invasion flagrante du Cambodge par les troupes impérialistes américaines, diverses couches de la population et l'Armée de libération nationale du Cambodge, répondant à l'appel lancé par Samdech Norodom Sihanouk, chef de l'Etat du Cambodge, pour lutter contre l'impérialisme américain et pour le salut national, et s'unissant étroitement autour du Front uni national du Kampuchea, ont combattu héroïquement et infligé un châtiement mérité aux agresseurs américains et à leurs laquais.

Selon les premières statistiques, en mai, le peuple et l'Armée de libération nationale du Cambodge ont mis hors de combat ou capturé quelque 9.000 soldats saïgonnais et plus de 3.000 soldats américains. Parmi ces pertes ennemies, huit bataillons d'infanterie et de blindés américains ou saïgonnais ont été soit anéantis, soit décimés. Durant cette période, les patriotes cambodgiens ont aussi abattu près de 100 avions ennemis, détruit plus de 800 véhicules militaires dont plus de 400 chars et automitrailleuses et ont saisi une grande quantité

d'armes et de fournitures militaires.

En mai, tout en remportant de grands succès dans l'anéantissement des troupes d'agression américaines et des troupes fantoches saïgonnaises, l'Armée de libération nationale du Cambodge, luttant avec la population, a mis hors de combat ou capturé 22.000 soldats de la clique réactionnaire de Lon Nol et Sirik Matak.

En mai, usant de tactiques flexibles, l'Armée de libération nationale du Cambodge a lancé plusieurs attaques, infligeant des coups sévères et de lourdes pertes aux troupes d'agression des Etats-Unis et aux troupes fantoches de Saïgon qui ont envahi le Cambodge. Au début, les agresseurs étaient insolents mais sous les attaques de la population et de l'Armée de libération nationale du Cambodge, ils se sont fait décimer.

Depuis que l'impérialisme américain a incité la clique Lon Nol - Sirik Matak à fomenter le coup d'Etat du 18 mars, le peuple et l'Armée de libération nationale du Cambodge ont anéanti ou capturé près de 40.000 agresseurs impérialistes américains et fantoches, y compris 2 brigades et 56 bataillons qui ont été anéantis ou sévèrement décimés. Ils ont saisi des dizaines de milliers d'armes et des milliers de tonnes de munitions, détruit près de 1.000 véhicules militaires (dont plus de la moitié étaient des chars et des automitrailleuses) et des centaines de canons et de mortiers et ont brûlé plusieurs dépôts militaires.

Pendant ce temps, le peuple et l'Armée de libération nationale du Cambodge ont libéré trois chefs-lieux provinciaux, 53 chefs-lieux de districts et des centaines de hameaux et de villages : des dizaines de milliers de soldats, d'officiers et de policiers ennemis ont déserté le régime réactionnaire et se sont joints à l'Armée de libération nationale du Cambodge.

SUCCÈS DES FORCES PATRIOTIQUES AU LAOS

« Radio Pathet Lao » rapporte que dans la nuit du 8 juin, les forces armées patriotiques et la population de la province de Saravane, Bas-Laos, ont attaqué violemment la ville de Saravane et l'ont libérée le matin du 9.

La radio a dit : ignorant l'avertissement sévère contenu dans la déclaration du Comité central du Front patriotique lao en date du 21 mai et la déclaration du porte-parole du commandement suprême de l'Armée populaire de libération du Laos en date du 2 juin, les Etats-Unis et leurs laquais de Saïgon et de Bangkok ont continué d'envoyer leurs troupes à Saravane pour étendre leur guerre d'agression au Bas-Laos. Tout en faisant bombarder jour et nuit sans motif les environs d'Attopeu et de Saravane ainsi que d'autres régions du Bas-Laos, les troupes de la droite stationnées à Saravane n'ont cessé d'attaquer les régions libérées aux environs de la ville, incendiant les habitations, pillant la population et volant le bétail. Leurs crimes barbares ont suscité la haine intense de la population.

Pour punir sévèrement les ennemis, a dit la radio, les forces armées et les guerilleros régionaux de la province de Saravane, avec le soutien énergique de la population, ont déclenché une violente attaque sur Saravane dans la nuit du 8 juin. La ville a été libérée le matin suivant. Selon des statistiques préliminaires, les forces armées patriotiques et la population ont mis hors de combat près de 500 ennemis, y compris des officiers, capturé un grand nombre d'armes et abattu deux avions.

Les forces armées patriotiques et la population sont en train de poursuivre les troupes ennemies restantes.

Déjouons les manœuvres de Marcellin

UNION et ACTION
contre la répression
fascisante

(Voir pages 2 et 8)



PARIS-12° : ECHEC DE L'ÉLECTORALISME

Nous avons reçu plusieurs articles de correspondants ou lecteurs au sujet du scrutin législatif du 1^{er} tour dans le XII^e arrondissement de Paris. Etant donné que les résultats définitifs confirment et même renforcent l'analyse présentée par eux, en soulignant l'indifférence et même l'hostilité croissante des travailleurs pour la force de l'électorisme, nous publions l'un de ces articles en faisant remarquer qu'il a été rédigé entre les deux tours. Nous n'avons pas le temps de nous livrer à une analyse des résultats du 2^e tour, qui ont permis au fasciste De Bénouville d'être élu avec à peine 25 % des suffrages des électeurs inscrits (un « mal-élu ») et qui ont consacré une chute considérable des voix du candidat révisionniste (8.298 voix contre 9.612 en 1968 et 14.584 en mars 1967).

En définitive le grand vaincu n'est autres que l'électorisme. Le peuple commence à prendre conscience de sa vérité. Pour la première fois les marxistes-léninistes semblent avoir été entendus et compris.

La circonscription de Paris XII^e - Bercy - Quinze-Vingts - Picpus est composée dans sa majorité de masses populaires, dont une minorité de travailleurs immigrés, auxquels la bourgeoisie refuse le droit de vote.

Mais c'est aussi un quartier en rénovation où la population la plus pauvre recule peu à peu devant l'invasion des bulldozers, puisque le nombre des électeurs inscrits y est passé de 44.000 en mars 1967 à 42.000 en juin 1968 et 41.000 en juin 1970.

La « démocratie » fonctionnant à merveille dans notre pays, comme chacun sait, 9 candidats étaient en lice au premier tour : 1 gaulliste réactionnaire ex-royaliste et anciennement lié à l'O.A.S., 1 révisionniste haut bureaucrate à l'Humanité-Blanche, 4 représentants du « marais », 2 fascistes et 1 « révolutionnaire » électoraliste !

Devant une telle comédie, la seule position juste était d'éviter de tomber dans le piège électoral bourgeois maintenant bien connu des éléments les plus avancés et donc de préconiser l'abstention, plus précisément l'« abstention révolutionnaire » comme cela a été fait par la diffusion de plusieurs milliers de tracts signés de l'Humanité-Rouge.

Or, le premier résultat qui crève les yeux, sauf ceux de l'Humanité-Blanche qui n'en souffle mot, c'est l'extraordinaire importance du chiffre des abstentions qui est passé de 20 % en 1967 à 23 % en 1968 pour aboutir au chiffre record et exceptionnel de 50,60 % le 7 juin, ce qui constitue un fait nouveau. Et surtout, que l'on nous fasse pas le coup du beau temps, de la partie de pêche et de la maison de campagne : répétons-le, nous sommes, à tout point de vue, aux antipodes du XVI^e arrondissement ! La vérité c'est que, même si subjectivement la prise de conscience n'est pas toujours claire, 21.000 personnes ont ainsi objectivement manifesté leur profond et juste dégoût de la triste macarade électorale qui leur était proposée. La preuve est faite : le pouvoir n'est pas fondé à revendiquer en sa faveur la « majorité silencieuse » !

La presse et la radio bourgeoises se réjouissent par contre de ce que le candidat U.D.R., directeur de « Jours de France » et administrateur du trust Dassault, a gagné 1 % des suffrages exprimés. C'est pourtant là un bien maigre résultat quand on songe aux dizaines de millions qui ont été dépensés en affiches-portrait, en réceptions mondaines, en cocktails catégoriels, en foie gras pour les concierges et en multiples pots-de-vin... sans parler de deux interviews à la télévision. C'est même un cuisant échec quand on constate qu'en réalité ledit général de Bénouville a perdu 13 % des

voix par rapport aux électeurs inscrits en 1968 ! En définitive, seuls 22 % des électeurs inscrits ont voté pour lui ! Voilà comment les prestidigitateurs bourgeois tirent des « majorités » de leur chapeau percé !

L'Humanité - blanche, toujours soucieuse elle aussi de « vérité », titre : « nette progression de notre parti, Georges Heckli largement en tête des candidats de gauche » et explique que « le candidat communiste (sic) non seulement gagne 5,47 % sur 1968, mais dépasse même le pourcentage obtenu en 1967 ». Elle néglige simplement de préciser qu'elle se situe par rapport aux votants en oubliant totalement les abstentionnistes alors que les chiffres font nettement apparaître, sans contestation possible, une chute de 3 % par rapport à 1968 et de 7,5 % par rapport à 1967 quand on se réfère au nombre des personnes inscrites, seule base de référence valable puisqu'elle seule exprime la masse du corps électoral tel qu'il est défini par la loi actuelle dont on connaît d'ailleurs le caractère restrictif. Ainsi, 12,5 % seulement des électeurs inscrits ont voté P.C. » F. : décidément, on est encore loin des 51 % au moins nécessaires à l'instauration de sa « démocratie avancée »... on est même plutôt sur le chemin opposé !

Le troisième enseignement qui s'impose, c'est l'effondrement quasi irrémédiable de toutes les composantes du « marais », qu'il s'agisse des socialistes (C.I.R.), des centristes (Centre Républicain), des néo-poujadistes (candidature Fauliot, ex-secrétaire général de l'U.N.A.T.I.) ou... des gaullistes de gauche... qui n'obtiennent à eux tous que 9 % des voix des électeurs inscrits... à notre plus grande satisfaction !

Plus déconcertantes étaient les candidatures provocatrices de deux tendances de la vermine fasciste : Ordre Nouveau et le Mouvement Jeune Révolution, le premier ayant collé des milliers d'affiches néo-nazies dans le quartier. Mais les électeurs ont su leur donner la leçon qu'ils méritaient : 667 voix au total, soit 1,6 % des inscrits. Il n'empêche que notre vigilance doit s'accroître et s'organiser !

Enfin, cette élection test offrait une dernière caractéristique : la candidature, pour la seconde fois, du Secrétaire de la Fédération de Paris du P.S.U. Or, alors que celui-ci avait obtenu 1.993 voix en 1968, il n'en recueille plus que 876, soit une baisse de 2,6 % par rapport aux électeurs inscrits dont 2,11 % seulement se sont prononcés en sa faveur. L'Humanité-Blanche et la presse bourgeoise se sont empressées d'en conclure que le P.S.U. payait là le prix de son évolution vers l'extrême-gauche

« révolutionnaire », de son alliance avec le trotskisme sous la dénomination d'« union des forces socialistes et révolutionnaires ». Nous pensons quant à nous, qu'il s'agit plutôt de la condamnation d'une politique opportuniste et démagogique qui ne saurait tromper personne et dont on constate une fois de plus qu'elle n'a aucune audience dans les larges masses ! Là encore, on est loin de la prise du pouvoir par les urnes !

Et pourtant, nous n'avons pas la berlue quand on voit, quand on lit et quand on entend que partout en France les couches laborieuses, qu'il s'agisse des petits paysans, des petits commerçants ou des petits fonctionnaires, radicalisent sans cesse leurs luttes à l'exemple de la classe ouvrière et des étudiants et intellectuels progressistes.

C'est que, face à la mascarade électorale, une seule voie reste ouverte : celle de la révolution socialiste qui instaurera une véritable démocratie populaire fondée sur la dictature du prolétariat.

Rejetons définitivement nos illusions électoralistes en régime bourgeois.

Luttons fermement classe contre classe jusqu'à la victoire finale.

Un correspondant H.R. du XII^e

En avant vers les 15 millions

	Total précédent	138 191,36 F
Camarade de Dijon	Dijon	5 F
C.D.H.R.	Toulouse	200 F
C.D.H.R. Dimitrov	Lyon	246 F
C.D.H.R.	Melun	50 F
C.D.H.R. Enver Hoxha	Six Fours	40 F
Anciens Résistants du 11 ^e (3 ^e versement de juin)	Paris 11 ^e	20 F
M.D.	Cinray par Breteuil	40 F
R.L. (juin)	Var	10 F
B.E.	Deuil-la-Barre	10 F
C.D.H.R. Ho Chi Minh	Région de Brunoy	100 F
J.P.	Le Puy	20 F
R.C.	Angers	56,30 F
C.D.H.R.	Lyon	135 F
C.D.H.R.	Versailles-Nord	80 F
C.D.H.R. Paul Valéry	Paris	5 F
C.D.H.R.	Montrouge	65 F
1 ouvrier	St-Maur	6 F
R.H.	Annecy	5 F
C.D.H.R. (juin)	St-Maur	880 F
Anonyme	Paris	7 F
C.D.H.R. (juin)	Noisy-le-Sec	500 F
Lycéen	Champigny	3 F
Anonyme	Paris	5 F
C.D.H.R. Versailles-Sud (juin)	Versailles	100 F
Une Vieille militante de Versailles (juin)	Versailles	7 F
R.N.	Jouy-en-Josas	9 F
	Total général	140 795,66 F

LYON : INTIMIDATION des MASSES POPULAIRES pour les METTRE en CONDITIONS

La police ne contrôle plus seulement l'identité de ce qui est jeune et à priori dangereux pour le système pourri qu'elle défend. Elle ne s'en tient plus aux quadrillages et barrages multiples de nuit, à la chasse aux militants révolutionnaires, aux provocations — style attentats — pour couper les masses des marxistes-léninistes.

A 6 heures du soir, alors que les bus déversent dans un quartier populaire une foule d'ouvriers exténués par une longue journée de travail et un trajet inconfortable, les flics en civils, jouant sur la fatigue et l'effet de surprise, contrôlent l'identité de tous les usagers. Mieux, un jour plus tard, c'est à l'intérieur même du bus qu'ils mèneront leur cinéma !

Doit-on y voir simplement un excès de zèle de policiers trop « consciencieux » ? Doit-on, tout en rousconnant sur le fait « qu'ils exagèrent », se plier à ce contrôle en pensant qu'après tout « ils font leur boulot » ? NON ! Ce fait récent et nouveau prouve que la mise en condition systématique de l'opinion publique, l'intimidation psychologique des masses, la préparation « en douceur » du peuple à un éventuel passage au fascisme est désormais pris en main par les services de police selon un plan établi.

La tâche d'un agitateur marxiste-léniniste est de se saisir de cet abus, pour faire pénétrer dans les masses qui en font l'expérience directe (et au moment où elles la font), cette idée — et cette seule idée : le régime se fascise. Comment éduquerions-nous la classe ouvrière à réagir « contre tout abus, toute manifestation d'arbitraire, d'oppression et de violence, quelles que soient les classes qui en sont victimes ». (Lénine - Que faire ?), si nous mêmes nous restions passifs dans une telle situation !

Saisissons-nous, chaque fois

que l'occasion se présente, des milles et un faits quotidiens pour éduquer la classe ouvrière et le peuple !

Seul un travail long, patient et offensif permettra d'éduquer et d'organiser la classe ouvrière pour barrer la route au fascisme !

Correspondante H.R. de Gerland (LYON)

AMIENS : LUTTES CONTRE LA RÉPRESSION

Selon des informations qui nous ont été adressées par un correspondant, le mois de mai et le début de juin ont été marqués par des luttes importantes, d'abord au niveau des lycéens, puis à celui des étudiants et enseignants. Des arrestations de militants supposés marxistes-léninistes ont provoqué de fermes ripostes. L'Hôtel de police aurait été assiégé par des manifestants qui exigeaient la libération immédiate de deux étudiants arrêtés. Un professeur aurait été arrêté dans sa salle de classe ! Un meeting tenu à la faculté des Lettres a réuni 500 personnes.

La police a tenté d'intervenir au restaurant universitaire, mais a dû reculer. Plusieurs flics auraient été sérieusement malmenés. L'un d'eux même très sérieusement.

Le Comité d'action des enseignants de Picardie a publié son bulletin numéro 3 où, sous le titre « A bas la répression ; Acquiesce J.-J. Bertrand ! » il relate l'ensemble de ces faits. Amiens a été quadrillé par les C.R.S., mais la combativité des jeunes n'a pas été diminuée pour autant, tout au contraire. A bas la répression policière contre les militants révolutionnaires !

AVIS A NOS LECTEURS, DIFFUSEURS ET CORRESPONDANTS

Au moment où la sensible diminution de la vente des journaux s'accroît, nous contrainsons à passer sur huit pages, l'abondance des articles envoyés par nos correspondants justifierait 16 et même 24 pages !! C'est une contradiction délicate à résoudre ! Mais elle est un signe de bonne santé non seulement pour « l'Humanité-Rouge », mais pour le développement des luttes ouvrières en France. C'est pourquoi nous consacrons des pages habituellement réservées à la rubrique internationale aux articles reçus de nos correspondants. Et pourtant la situation internationale n'en est pas moins importante et encourageante.

MISE AU POINT

Dans le dernier éditorial de notre journal il a été question de la C.I.A. Certains lecteurs ont cru y déceler une mise en cause de la « Gauche Prolétarienne », voire d'Alain Geismar. Nous tenons à préciser que cette interprétation ne correspond nullement à notre propos.

Abonnement — vacances —

4 mois sous pli fermé
10 F
20 F
règlement comme pour les abonnements ordinaires.

ENTENDRE LA VOIX DU PRÉSIDENT MAO

Depuis près d'un demi siècle, la voix du Président Mao ne cesse de porter au cœur de centaines et de centaines de millions d'hommes à travers le monde la confiance et l'espoir.

La confiance et l'espoir, Mao Tsé toung a commencé de les semer de village en village, de maison de torchis en paillottes misérables, parmi les paysans chinois, les plus exploités de toute la terre, peut-être, parce qu'ils l'étaient par de multiples maîtres, à une époque où son nom était inconnu hors des frontières de son pays. Et il a donné le pouvoir à ces paysans, à leurs frères ouvriers, aux intellectuels ralliés à la grande cause populaire. La confiance qu'ils avaient mise en lui était fondée, leur espoir est devenu réalité pour 700 millions de Chinois ce jour du 1^{er} octobre 1949 où Mao Tsé toung, devant l'immense foule massée devant la porte Tien An Men, proclama :

« La Chine nouvelle est à nous ! »

Qui donc pouvait penser qu'après pareille victoire, qu'après un tel exemple, tout serait encore le lendemain comme la veille ? Les peuples ne sont ni sourds ni aveugles. Combien de millions d'êtres humains, ce jour-là, n'ont-ils pas rêvé à ce jour de victoire où, à leur tour, ils pourraient s'écrier au coude à coude avec leurs frères innombrables :

« L'Inde nouvelle est à nous ! »

« L'Algérie nouvelle est à nous ! »

« L'Argentine nouvelle est à nous ! »

A ce jour plus lointain où, leur dernier ennemi mis à genoux, la liberté règnerait enfin sur tous les continents :

« L'Asie nouvelle est à nous ! »

« L'Afrique nouvelle est à nous ! »

« L'Amérique nouvelle est à nous ! »

« L'Océanie nouvelle est à nous ! »

« L'Europe nouvelle est à nous ! »

Et sur notre propre terre, nous-mêmes :

« La France nouvelle est à nous ! » ?

Qu'on ne crie pas à l'utopie ! Bien sûr, la lutte sera dure et longue, semée d'épreuves douloureuses. Mais les victoires remportées depuis vingt ans par les forces populaires chevillent plus que jamais au cœur cet espoir et cette confiance qu'incarne la haute figure du Président Mao.

Or, le 20 mai dernier, sa grande voix s'est élevée de nouveau, portant sur toute la terre, au plus profond des campagnes les plus reculées, jusque dans les plus humbles chambres des grandes cités, cet autre message :

« Le danger d'une nouvelle guerre mondiale demeure et les peuples du monde entier doivent y être préparés. Mais aujourd'hui, dans le monde, la tendance principale, c'est la révolution... Des faits innombrables prouvent qu'une cause juste bénéficie toujours d'un large soutien, tandis qu'une cause injuste en trouve peu. Un pays faible est à même de vaincre un pays fort, et un petit pays de vaincre un grand pays. Le peuple d'un petit pays triomphera à coup sûr de l'agression d'un grand pays s'il ose se dresser pour la lutte, recourir aux armes et prendre en main le destin de son pays. C'est là une loi de l'histoire.

Peuples du monde, unissez-vous pour abattre les agresseurs américains et leurs laquais ! »

Faut-il qu'elle corresponde à la réalité ! Jamais une déclaration de Mao Tsé toung n'eut un tel retentissement. Et le silence même observé à Washington comme à Moscou après sa publication est au moins aussi significatif que l'enthousiasme qu'elle a suscité chez les exploités et les opprimés du monde entier, et en tout premier lieu parmi nos frères du Vietnam du Nord et du Sud, du Laos et du Cambodge engagés de toutes leurs forces dans le combat principal contre l'impérialisme américain et les fantoches à sa solde et à sa botte.

L'impérialisme s'embourbe et il le sait ; il s'esouffle et le sait, ses jours sont comptés et il le sait. « La pensée de Mao Tsé toung, a écrit Lin Piao en préface aux « Citations » le 16 décembre 1966, est le marxisme-léninisme de l'époque où l'impérialisme va à son effondrement total et où le socialisme marche vers la victoire dans le monde entier. »

Il peut bien arroser de dollars ses marionnettes dispersées aux quatre coins du monde, assiégées par leurs propres peuples, mobiliser ses marchands de canons et ses trafiquants d'armes, tenter de maintenir sa puissance et sa richesse par ce moyen criminel, misérable et précaire qu'est la guerre, selon des méthodes que Lénine dénonçait dès 1918 dans sa « Lettre aux ouvriers américains » :

« Ils ont fait en sorte que même les pays les plus riches sont devenus leurs tributaires. Ils ont pillé des centaines de milliards de dollars. Et sur chaque dollar il y a des traces de boue... Sur chaque dollar, qui provient de l'ignominie des fournitures de guerre, il y a une trace de sang », l'impérialisme sera vaincu et il le sait. Il sait qu'il n'est, en fin de compte, qu'un tigre de papier. Les peuples savent à présent clairement ce qu'est la démocratie américaine, ce qu'est la liberté à l'américaine, ce qu'entend Nixon quand il a le front, jetant le masque une fois pour toutes, de se poser en gendarme de la réaction sur toute la terre et de fixer aux Etats-Unis pour mission de juguler partout où elle se présente, où que ce soit sur le globe, ce qu'il appelle « l'anarchie ». Désigné par Eisenhower pour être son ministre de la guerre, le président d'un des plus gros trusts américains, la General Motors, avait avec un cynisme imbattable souligné le sens qu'il fallait attribuer à ce portefeuille :

« Ce qui est bon pour la General Motors est bon pour les Etats-Unis ! »

La « philosophie » de l'impérialisme américain, si les présidents passent, demeure, elle, inchangée. Mais ce qui change, c'est la prise de conscience des peuples, qui devient chaque jour plus aiguë ; prise de conscience du véritable caractère de l'ennemi et de la nécessité de s'organiser, de coordonner ses forces, de recourir aux seuls moyens efficaces pour en finir avec lui : la guerre populaire et la révolution.

Pour leur part, les peuples d'Indochine réunis en conférence voici deux mois ont donné un brillant exemple de cette union à laquelle le Président Mao appelle tous les peuples du monde pour abattre les agresseurs américains et leurs laquais.

Il n'est pas douteux que cet exemple soit suivi, et rapidement, ailleurs. Répondre à l'appel du Président Mao partout où l'impérialisme poursuit ses méfaits, sceller cette solide chaîne de solidarité internationale qui l'enserrera jusqu'à la mort, est une tâche impérieuse et urgente. Ses difficultés mêmes, qui vont grandissant, imposent à l'impérialisme d'aller toujours plus loin dans l'exploitation, l'oppression et la guerre. Plus de quatre millions de chômeurs aux Etats-Unis, cette crise latente que les récentes baisses de Wall Street ont mise en lumière, la résistance même des peuples qu'ils ne peuvent plus pressurer impunément comme ils purent le faire à l'époque de leur ascension, une nouvelle équation des rapports de forces, un nouvel équilibre mondial dans lesquels l'apparition de la Chine Rouge, voilà vingt ans, a joué un rôle décisif, incitent l'impérialisme américain à abattre tout son jeu d'un seul coup. La mise en alerte de la 82^e division aéroportée américaine, force mobile d'intervention destinée en la circonstance à venir épauler la VI^e Flotte américaine patrouillant en Méditerranée, la semaine dernière lorsque les combattants palestiniens eurent à lutter contre les féodaux jordaniens manœuvrés par la C.I.A., en est un autre exemple. La menace américaine pèse bien sur toute partie du monde où les intérêts de la General Motors ou de tout autre trust puissant des Etats-Unis peuvent se trouver en danger.

Il est clair que dans ce contexte le gouvernement français n'est pas neutre. N'est-il pas, d'ailleurs, lui aussi un gouvernement impérialiste auquel donnent son vrai visage, qu'il convient de ne pas oublier, l'intervention militaire au Tchad, la répression dans ces territoires scandaleusement baptisés départements d'Outre-Mer selon une fiction que le peuple algérien a déjà fait voler en éclats avec succès au terme d'une guerre populaire de huit années ? L'identité de vues affirmée entre Maurice Schumann, ministre français des affaires étrangères, et ses hôtes fascistes lors de son récent voyage au Portugal, la réception réservée au raciste Vorster, bourreau

du peuple d'Afrique du Sud, et à sa suite, voilà quelques jours à Paris, l'actuel séjour dans notre capitale du chef de l'état-major général des Etats-Unis, destiné à accroître la coopération militaire de notre pays avec l'impérialisme numéro un sont autant de caractéristiques d'une politique que ne sauraient masquer certaines déclarations d'un ton moins engagé. Les conversations franco-soviétiques récentes ne peuvent elles non plus être considérées comme un élément destiné à établir une fausse symétrie. La fameuse ouverture vers l'Est doit être considérée à ses justes dimensions et, au-delà des contradictions qui peuvent naturellement demeurer entre les divers états impérialistes, en fonction de la collusion de plus en plus évidente entre l'Union soviétique et les Etats-Unis dont le général Beaufre, dans « le Figaro » du 10 juin, expose la logique en souhaitant l'extension dans une perspective typiquement impérialiste fondée sur la haine de la République Populaire de Chine.

La généralisation de la répression en France entre dans ce contexte. Marcellin écume : « Il s'agit d'un complot international ! » Il n'est pas de terrain où ne se manifeste, basse, odieuse ou sottise, souvent les trois à la fois, cette haine de la Chine, de son grand dirigeant et de ceux qui trouvent dans la pensée de Mao Tsé toung, y compris pour notre propre pays, la confiance et l'espoir. Ainsi, à l'occasion de l'ouverture vendredi dernier au musée Guimet d'une exposition de porcelaines chinoises modernes, la protestation d'un quarteron de conseillers municipaux de Paris dont ce Taittinger qui ferait mieux de se taire quand ses seuls titres de gloire sont de porter un nom attaché à la Présidence de ce même Conseil sous l'occupation nazie et à une marque de Champagne sans aucun doute plus répandue dans les caves de la haute bourgeoisie française et internationale que sur les tables de notre classe ouvrière. Car c'est bien à la pensée de Mao Tsé toung que s'attaquent ces Topaze en écrivant : « Cette exposition, alors que les théories politiques du personnage (sic) sont exploitées aux fins que l'on connaît, constitue un véritable défi à l'immense majorité des Français ».

De tels propos seraient dérisoires s'ils ne s'inscrivaient dans le processus de fascisation du régime que nous ne nous laisserons pas de dénoncer, même et surtout s'il n'apparaît pas à certains aussi clairement qu'à Lénine lorsqu'il écrivait :

« La bourgeoisie a élaboré dans tous les pays deux systèmes de gouvernement, deux façons de défendre ses intérêts de classe et de maintenir sa domination. Elle passe aisément de l'une à l'autre méthode et les associe de différentes manières ».

La bourgeoisie elle aussi a ses classiques. Au temps du mac carthysme, un certain Clinton L. Rossiter dont l'histoire retiendra sans doute le nom autant qu'elle retiendra ceux de Marcellin et de Taittinger, écrivait :

« Nul sacrifice n'est trop grand pour sauver notre démocratie, et il ne faut pas craindre de bannir pour un temps la démocratie elle-même ».

Nous ne sommes pas si loin qu'il peut paraître, avec cette citation, de l'appel du 20 mai du Président Mao pressant à l'union de tous les peuples du monde dans la lutte contre un impérialisme et ses laquais dont le système de gouvernement s'appuie sur de tels principes. Quant à eux, que cet appel empêche si manifestement de dormir et de digérer à loisir, qu'ils songent donc un instant à cet enseignement de l'histoire que nous rappelle l'actualité avec la mort, l'autre jour, à New-York, précisément, où il avait cherché refuge après sa défaite ignominieuse, de l'histriion Kerenski qui avait « interdit » en juillet 1917 le Parti bolchevik. Le Parti bolchevik qui prenait le pouvoir quatre mois plus tard avec la Révolution d'Octobre.

Abonnez-vous...

Nom

Prénom

Adresse

abonnement ordinaire :

20 F pour 6 mois

40 F par an

abonnement de soutien :

40 pour 6 mois

80 par an

abonnement pour

l'étranger (par avion) :

120 F par an

C.C.P. « L'HUMANITE ROUGE »

30226.72 Centre La Source

CHINE 70, TRIOMPHE DE LA PENSÉE MAOTSETOUNG

LUTTER CONTRE L'ÉGOISME
ET REFUTER LE RÉVISIONNISME

A Shanghai, nous avons visité l'un des hôpitaux de la ville ; là, un jeune docteur nous a raconté :

« Pendant la Révolution Culturelle je suis parti à la campagne avec les « médecins aux pieds nus ». Un jour, dans un village, on me parle d'une vieille femme d'une commune voisine, toute cassée en deux par la maladie... ».

Le jeune docteur va la voir aussitôt et prend à cœur de soigner la vieille paysanne. Après plusieurs semaines, il décèle l'origine du mal et entreprend de guérir la vieille femme.

— « Je lui ai demandé : Grand'mère, pourquoi as-tu traîné cette maladie si longtemps ? »

— « J'ai consulté de nombreux médecins. Je suis même allée à l'hôpital, à Shanghai. Un docteur m'a examinée à toute vitesse et m'a donnée des remèdes qui m'ont soulagée tout juste quelques semaines... ».

— « Ce médecin se moquait du monde... ».

De retour à Shanghai, le jeune docteur examine le fichier des consultations. Quelle ne fut pas sa confusion et sa honte ! Le médecin qui avait expédié la vieille femme sans la guérir, c'était lui !

Cette expérience toute simple a beaucoup appris au jeune docteur. Il a évoqué sa mentalité passée de médecin fonctionnaire attaché à son cabinet de consultations. Il a compris qu'une telle attitude produisait une politique contraire au peuple ; le vice-président Lin Piao rapporte les paroles du Président Mao : avant la Grande Révolution Culturelle Proletarienne, on aurait dû changer le nom de « Ministère de la Santé Publique », c'était plutôt le « ministère de la santé pour les seigneurs de la ville ».



Un « médecin aux pieds nus » à la campagne.

Au fond, l'égoïsme est la racine et le révisionnisme le fruit. Pour déboucher victorieusement le révisionnisme sur le plan idéologique, il faut extirper la racine du mal, combattre les idées égoïstes dans notre mentalité. Pour les travailleurs médicaux de la Chine 1970, adopter une attitude de « servir le peuple totalement », c'est suivre une politique médicale prolétarienne, c'est appliquer la directive du Président Mao :

« Axer le travail médical et sanitaire principalement sur la campagne ».

« Lutter contre l'égoïsme et réfuter le révisionnisme » : c'est le programme fondamental de la Grande Révolution Culturelle Proletarienne dans le domaine idéologique.

Ouvriers, paysans, soldats, intellectuels révolutionnaires ont à cœur de le mettre en œuvre pour mener la révolution jusqu'au bout. Les exemples abondent... déjà nous en avons rapportés de nombreux. Quelques-uns encore donneront peut-être une idée de la formidable révolution des esprits qui s'opère dans la Chine d'aujourd'hui.

LA QUESTION DU POUVOIR

Pêle-mêle des images affluent à notre souvenir ; celle du vieux docteur de Shanghai, membre du P.C.C. depuis longtemps ; il court la campagne, escalade les cols, se met au premier rang pour les tâches les plus difficiles : il a 80 ans ! Celle de ce membre du Comité Révolutionnaire de Changcha ; avant la Grande Révolution Culturelle Proletarienne, il était cadre à Pékin, roulait

en voiture avec chauffeur ; aujourd'hui, il va à pied et rien ne le distingue plus des paysans du Hounan ! Celle de notre interprète Li : après notre départ, il devait partir faire un stage de plusieurs semaines dans une Ecole de cadres 7 mai ; il a 35 ans et deux enfants...

La révolutionnarisation est un phénomène massif ; car il ne s'agit pas pour chacun de se faire « une belle âme », ce n'est pas du tout une question individuelle, de gloire personnelle. C'est une question politique. La camarade Wang Sieoutchen, ouvrière du textile à Shanghai, membre du Comité Central nouvellement élue, précise bien dans sa lettre : travailler manuellement, vivre au milieu de ses camarades de l'usine, « c'est une garantie fondamentale pour consolider le pouvoir » (voir H.R. n° 64). Le pouvoir restera-t-il aux mains des ouvriers et des paysans, ou bien sera-t-il saisi par une minorité embourgeoisée de cadres et d'intellectuels ? Car dans la société socialiste existent des contradictions de classes et la lutte de classes continue. Surtout les idées bourgeoises et petites-bourgeoises, individualistes et égoïstes, subsistent dans les esprits que peuvent corrompre ceux qui rêvent d'un retour au passé. En 1957, le Président Mao écrivait :

« La lutte de classes entre le prolétariat et la bourgeoisie, entre les diverses forces politiques et entre les idéologies prolétarienne et bourgeoise, sera encore longue et sujette à des vicissitudes et par moments elle pourra même devenir très aiguë. Le prolétariat cherche à transformer le monde selon sa propre conception, et la bourgeoisie selon la sienne. A cet égard, la question de savoir qui l'emportera du socialisme ou du capitalisme n'est pas encore véritablement résolue. »

Tel est le sens de la Grande Révolution Culturelle Proletarienne, lutte aiguë dans les conditions du socialisme entre le prolétariat et la bourgeoisie. Rejeter les idéologies du passé, c'est consolider la démocratie pour le peuple et la dictature sur les ennemis. Mais, et cette phrase est revenue en leit-motiv dans toutes nos conversations, « avec le pouvoir nous avons tout, sans le pouvoir nous n'avons rien », c'est le pouvoir prolétarien qui permet la révolutionnarisation de l'homme. Sans dictature du prolétariat contre les anciennes classes exploiteuses, pas de révolution possible dans l'idéologie, pas d'intégration massive des intellectuels au sein des masses populaires.

REEDUQUER LES INTELLECTUELS

Une promenade dans les rues de Changhaï ; Li notre interprète nous traduit les dazibaos collés aux murs ; l'un d'entre eux tire à boulets rouges sur les œuvres d'un jeune compositeur de musique ; c'est un grand artiste au « talent mondiallement reconnu », venu en Europe à plusieurs reprises. Quelques jours plus tard nous rencontrons ce musicien dans une commune populaire. C'est un homme jeune, de 30-35 ans ; nous le sentons tout de suite : il est pleinement heureux d'être débarrassé de ses titres, de vivre au milieu des paysans pauvres, de travailler la terre avec eux, d'écrire pour eux de la musique. Entouré de nombreux paysans et des étudiants du Conservatoire de Musique qui vivent comme lui, dans la commune, il nous raconte son expérience de la Révolution Culturelle :

« Quand la Grande Révolution Culturelle Proletarienne a été déclenchée au Conservatoire, j'étais d'accord pour discuter, mettre tous les problèmes sur le tapis... Plus tard, les étudiants m'ont mis sur la sellette ; ils ont critiqué mes œuvres, mon enseignement. Je ne comprenais pas alors... Je pensais : « Je défends la Chine socialiste, je suis un représentant de l'art populaire de la Chine, pourquoi suis-je critiqué ? »

Puis il est venu vivre dans la commune populaire ; là il a compris peu à peu que les sentiments qu'il exprimait dans sa musique étaient coupés de la vie et des aspirations des masses populaires.

« A Changhaï, je mangeais des fruits et des légumes ; et je trouvais cela tout naturel d'en manger à volonté. Aujourd'hui je sais que ce n'est pas si simple, je sais combien cela coûte aux paysans pour les produire... »

Le jeune compositeur poursuit :

« Avant, à Changhaï, quand je rencontrais un homme vêtu d'une chemise de paysan, je

forger l'homme nouveau

pensais : comme il est lourdaut et maladroit ! A mon arrivée ici, la première chose que les paysans m'ont donnée, c'est une chemise comme ça. Aujourd'hui quand je vais à Changhaï, je garde ma chemise de paysan et je suis très fier... »

Pendant que le musicien parle, les paysans de la commune populaire le regardent ; les visages sont épanouis ; ils s'occupent de lui avec beaucoup de sollicitude ; ils sont très fiers de l'accueillir dans leur commune. Aujourd'hui, alors que des dazibaos critiquent encore sa musique passée sur les murs de Changhaï, le compositeur écrit une musique nouvelle qui exprime les sentiments du peuple chinois ; il a rejeté peu à peu sa mentalité d'artiste bourgeois et produit un art nouveau au service du peuple.



Dans la région du Kwang Chuang, les étudiants installés là apprennent les techniques agricoles auprès d'un paysan.

Alors nous avons compris la portée et la force révolutionnaires de la directive du Président Mao :

« La majorité, voire la grande majorité des élèves qui ont été formés dans les vieilles écoles peuvent faire corps avec les ouvriers, paysans et soldats ; certains, parmi ces élèves ont fait des inventions et des créations ; cependant il faut que leur rééducation se fasse par les ouvriers, paysans et soldats, afin qu'ils rejettent leur vieille idéologie. A de tels intellectuels les ouvriers, paysans et soldats font bon accueil. »

A Nanuyan, dans les montagnes difficiles et froides, nous avons rencontré des étudiants et des étudiantes de Pékin et d'ailleurs... Ils s'installaient là pour toute leur vie. Les paysans descendaient de lourdes charges de bois sur leurs épaules ; pour les jeunes intellectuels, ils diminuaient les charges du tiers. Ils prenaient grand soin de leur santé, mais aussi de leurs sentiments et de leurs pensées. Parmi les jeunes étudiants, la joie était profonde et les rires fusaient de toutes parts...

Dans la Chine 70, ce ne sont pas quelques centaines d'intellectuels et d'étudiants qui vont partager les conditions de vie des masses à l'usine ou à la campagne mais des dizaines de milliers...

A Nanuyan, nous l'avons senti avec acuité ; là-bas et dans toute la Chine, la caste des « intellectuels bourgeois » coupés des masses populaires, dernière base du révisionnisme est en voie de disparition. Certains ont pu mal comprendre le mot « rééducation » ; ce n'est ni la contrainte ni « l'uniformisation par le bas » — comme disent dédaigneusement les intellectuels grands seigneurs de la bourgeoisie. C'est l'intégration massive des intellectuels aux masses des ouvriers et des paysans chinois, qu'ils s'engagent à servir totalement.



Ce vieux paysan pauvre occupe la chaire et parle aux élèves de la lutte de classes.

LA REVOLUTIONNARISATION DES MASSES

Des soldats de l'A.P.L. s'ingénient à accrocher les fils de télécommunications entre l'île de Hainan et Pékin, le vent souffle fort ; le fil casse à plusieurs reprises... mais ils persévèrent... Nous regardons éblouis par tant d'adresse... car c'est un spectacle d'acrobaties monté par une garnison de l'A.P.L. Nous sommes à Changhaï, il y a 5 000 personnes dans la salle, émerveillés par la souplesse et l'audace des acrobates... Maintenant, la salle croule de rires : le sketch pourrait s'intituler « comment capturer des yankees et des fantoches vietnamiens vivants » ; les pirouettes et les ruses des combattants vietnamiens ridiculisent les agresseurs ; puis ce sont le numéro de jonglerie des cuisiniers, la prise d'un fort ennemi pendant la Guerre de Résistance, les acrobaties d'un groupe de miliciens, celles d'une équipe de l'air avec tremplin tournant. La salle réagit avec enthousiasme aux performances sportives et beaucoup, au contenu politique des numéros. Leur contenu révolutionnaire a vivifié cette forme d'expression traditionnelle qu'est l'acrobatie chinoise ; c'est une des conquêtes de la Révolution Culturelle.

A Changcha, nous avons visité une usine de broderies ; c'est un art folklorique réputé ; pendant la Révolution Culturelle, ouvriers et ouvrières ont étudié les œuvres du Président Mao « sur la littérature et l'art » ; les artistes qui dessinent les motifs sont allés vivre à la campagne ; aujourd'hui les broderies de l'usine illustrent la vie des masses chinoises et retracent des épisodes révolutionnaires. Il y aurait beaucoup à dire des pièces de théâtre et ballets à thèmes révolutionnaires : « La Fille aux Cheveux Blancs », « La Montagne du Tigre Prise d'Assaut », « Le Détachement Féminin Rouge ». Perpétuellement transformées au fil des critiques et des suggestions des millions de spectateurs, ces œuvres nouvelles sont présentées partout en Chine, instruments sans pareil d'éducation idéologique et culturelle des larges masses du peuple.

Ainsi intellectuels, artistes et tout le peuple, cadres du Parti et masses révolutionnaires (cf. H.R. n° 64) s'éduquent mutuellement. Les intellectuels, écoliers et étudiants des vieilles écoles s'intègrent aux masses ; les masses s'éduquent, étudient et prennent en mains toutes les affaires. Parmi les peintres que nous avons rencontrés, il y avait un jeune artiste non-professionnel ; il a 20 ans et ses caricatures sont diffusées sous forme d'affiches dans la Chine entière.

UNE LUTTE DE CLASSES ACHARNÉE

Il ne faut pas croire que la révolution dans les esprits s'opère sans heurts ni reflux momentanés... Les progrès sont inégaux, les à-coups nombreux. Il suffit d'évoquer une discussion avec des Gardes Rouges et des « rebelles révolutionnaires » pour s'en convaincre. Ils étaient une dizaine de jeunes révolutionnaires qui ont combattu à Changhaï dans les écoles et les usines ; ils furent les premiers à se révolter contre les sommités acadé-

miques bourgeoises dans les écoles, contre les responsables du Parti fieffés bureaucrates prêts à restaurer le capitalisme en Chine... Au début, ils furent chassés des usines, exclus des syndicats, menacés de mort... Puis, alors que le mouvement des masses s'amplifiait, les hommes de Liu Chaotchi changèrent de tactique : ils se firent tous sourires et plus révolutionnaires que les plus révolutionnaires ! Ils donnèrent aux jeunes rebelles des bureaux dans l'usine avec des fauteuils rembourrés et des téléphones ! Il a fallu des tempéraments fermes et bien trempés pour déjouer les manœuvres et ne pas céder aux tentatives d'un pouvoir si facilement acquis. Dans cet épisode de la lutte, les jeunes révolutionnaires ont vu plus ou moins clair ; mais tous en fin de compte, ont aguerri leur conception du monde, sous la direction des plus conscients et à la lumière de la pensée-maotsetoung.

A Canton, nous avons rencontré quatre ouvriers représentants de l'Assemblée des Ouvriers de la province du Chantong. Au cours de la Révolution Culturelle, ils appartenaient à des organisations de masse révolutionnaires diffé-

« Au sein de la classe ouvrière, il n'y a pas de conflits d'intérêts fondamentaux » a ouvert les yeux à beaucoup d'entre eux. Les problèmes n'en furent pas résolus pour autant ; pour réaliser leur unité — sous la forme de la grande alliance révolutionnaire — les difficultés furent grandes. Qui devait prendre la parole en premier, à la première réunion ? Un des ouvriers raconte :

« Mon organisation disait : j'ai plus de représentativité ; la sienne — celle d'un camarade présent — proposait X... car il était de souche cantonnaise... Chacun pensait « c'est nous le noyau dirigeant ». Les unités de l'A.P.L., armées de la pensée-maotsetoung nous ont aidés à étudier les directives du Président Mao. Nous avons compris que si nous agissions ainsi, c'est que nous étions animés par l'esprit de fraction et le désir de nous assurer des fonctions dirigeantes. Nous avions encore des idées révisionnistes en tête. »

« Chaque fois que nous évoquons ces choses passées, nous avons le cœur gros car nous avons porté préjudice à la révolution. »

Tous ces hommes avaient la volonté de mener



Tcheng Kouang-houa, ouvrier à l'usine de commutateurs de Pékin, donne un cours à la section d'électro-mécanique.

rentes : « Drapeau Rouge », « Vent d'Est », « Drapeau Rouge de l'Industrie et des Communications ». Toutes les trois d'accord pour suivre la ligne du Président Mao, elles divergèrent, qui sur des problèmes de fond, qui sur des questions concrètes... Leurs contradictions étaient très vives ; les révolutionnaires étaient prêts à en venir aux mains. La directive du Président Mao

la révolution jusqu'au bout ; pourtant ils ont cédé à des idées bourgeoises. Car la révolutionnarisation est une lutte longue, complexe et ardue. Le Président Mao n'a-t-il pas dit que les « membres du Parti et le peuple tout entier ne doivent pas croire que tout ira après une ou deux, ou même trois ou quatre Grandes Révolutions Culturelles » ?

« Nous avons déjà remporté de grandes victoires. Mais la classe vaincue se débattrait encore. Ces gens sont toujours là et cette classe aussi. C'est pourquoi, nous ne pouvons pas parler de victoire finale. Même pour les prochaines décennies. Il ne faut pas relâcher notre vigilance. Selon le point de vue léniniste, la victoire finale d'un pays socialiste réclame non seulement les efforts du prolétariat et des larges masses populaires de ce pays, elle dépend encore de la victoire de la révolution mondiale, de l'abolition sur le globe du système d'exploitation de l'homme par l'homme, qui apportera l'émancipation à toute l'humanité. Par conséquent, parler de la légère de victoire finale de notre révolution est erroné, antiléniniste ; de plus, cela ne correspond pas à la réalité. »

Cité dans le « Rapport au IX^e Congrès du Parti Communiste Chinois », présenté par le camarade Lin Piao.



Les pères de Mongolie intérieure se préparent à recevoir les étudiants qui s'établissent là.

FRONT OUVRIER

Lyon : CE QUE PENSENT LES OUVRIERS

Au Chantier de RHODIA - BELLE - ETOILE

Les forges et ateliers d'Audincourt (F.A.A.) société de chaudronnerie, tuyauterie et de montage, emploie environ 1.000 ouvriers et employés répartis dans différents chantiers sur l'ensemble de la France.

Effectif du chantier à Rhodia-Belle-Etoile à l'heure actuelle : 54 ouvriers — effectif qui varie selon les travaux à effectuer. Sur le chantier, un seul syndicat, la C.G.T., 60 % du personnel contre 95 % il y a deux ans.

Nous faisons du travail neuf (construction) et aussi de l'entretien. Nous touchons un salaire horaire (le minimum des conventions collectives), plus une indemnité de déplacement.

Un comité de base est apparu il y a un an et demi, comprenant d'anciens délégués C.G.T. et d'anciens syndiqués ! De nombreux ouvriers sont d'accord avec nos positions.

LES BRADEURS.

A l'origine du conflit, deux faits bien précis :

- le refus de notre direction de satisfaire nos revendications ;
- l'emploi d'une société de location d'ouvriers intérimaires.

(Les « marchands de viande » comme on les appelle chez nous).

Notre direction a employé une boîte d'intérimaires :

- parce qu'elle ne trouvait pas d'ouvriers à embaucher... car les taux horaires et déplacements sont parmi les plus bas de la région ;
- en plus, ça permet d'avoir une main-d'œuvre docile pour pouvoir faire les travaux urgents en cas de grève.

Courant mai, à une réunion des ouvriers du chantier, il est décidé à la quasi-unanimité de passer à l'action sous forme de débrayages successifs.

Cette proposition est faite par des camarades du comité de base, et finalement adoptée aussi par la C.G.T. Le comité de base n'a pas proposé une action plus dure car il s'est avéré que la grève illimitée n'était pas la meilleure solution pour faire aboutir nos revendications : en octobre dernier, une grève illimitée de dix jours s'est soldée par un échec total. Les conditions sont particulières : nous sommes chez un « client », la Rhodia. De plus, nous avons remarqué que lors d'une grève illimitée, les ouvriers restent chez eux, alors que pendant les débrayages, nous pouvons discuter.

Donc, la première semaine, nous avons débrayé quatre fois une demi-heure par jour, et la deuxième semaine six fois une demi-heure. A chaque débrayage, nous traversons toute l'usine et sortons dehors. La production était pratiquement nulle et totalement désorganisée.

Après une semaine de débrayage, notre direction propose 15 centimes sur notre salaire horaire et rien de plus. Le délégué syndical (qui est le seul révisoniste du chantier) essaie de nous faire reprendre le boulot en disant : « Ce n'est pas la peine de continuer, on aura rien de plus ». De-

vant le tollé général, il n'insiste pas trop...

Au début de la seconde semaine de débrayages, les camarades décident de se rendre dans un atelier où travaillent une dizaine de « renards » (dont huit syndiqués C.G.T.) qui refusent de se joindre au mouvement. Notre but est de les empêcher de travailler, et d'essayer de les convaincre de se joindre à nous.

Mais le délégué syndical révisoniste prétend s'opposer à cette action en disant : « Ne suivez pas les révolutionnaires. On n'a pas le droit d'être dans les ateliers quand on est en grève... ». Manque de pot, tout le monde nous suit ; même les autres délégués, et il est le seul à rester en dehors de l'atelier à brailler.

Devant le refus des « renards » à participer au mouvement on décide à l'unanimité pour le lendemain une grève de 24 heures avec des piquets.

Après cette grève de 24 heures, le mouvement continue comme avant, mais cette fois l'unité est complète (débrayages à 100 %, sauf la maintenance).

La lutte commence à porter. A la fin de la semaine, les délégués sont convoqués au bureau de la direction régionale à Lyon. Les camarades du comité de base demandent que des ouvriers aillent avec les délégués pour négocier, mais refus des délégués qui disent : « Vous n'avez pas confiance en nous ? Si vous voulez y aller, allez-y tout seuls ».

Le lundi matin, réunion pour savoir le résultat de l'entrevue : la direction propose 20 centimes sur le taux horaire et 1 F sur le déplacement alors que nous demandions 50 centimes et 5 F.

Les délégués nous disent presque en pleurant que « tout va mal », que notre boîte va perdre des chantiers si les débrayages continuent, et qu'il serait plus raisonnable de reprendre le boulot. Devant le refus de beaucoup de camarades, qui sentaient qu'il manquait un tout petit rien pour avoir entière satisfaction, on procède à un vote : un tiers se prononce pour continuer la lutte, deux tiers pour reprendre le travail.

Tout le monde a constaté que la C.G.T. a tout fait pour démoréaliser les gars et faire reprendre le travail ; les délégués se sont déclarés publiquement pour la reprise.

Pour les gars, ce n'est qu'une demi-victoire. Mais ils sentent bien qu'ils l'ont acquise eux-mêmes, par leur seule force. On ne peut que regretter l'absence d'un véritable syndicat de lutte de classes. Car beaucoup de gars se sont trouvés d'accord avec nos positions, nos initiatives dans la lutte. Mais ils disent en parlant de la C.G.T. : « Oui le syndicat est mauvais, mais c'est quand même le syndicat ».

En avant pour la formation d'une centrale syndicale de lutte de classes.

Les Communistes (M.-L.)
du chantier de
Rhodia-Belle-Etoile.
10 juin 1970.

MONTPELLIER - BATIMENT

Comment les ennemis de classe

préparent leurs mauvais coups

On parle beaucoup de « contrats de progrès », contrats de collaboration de classe qui visent à supprimer le droit de grève, à livrer pieds et poings liés la classe ouvrière à ses exploiters, aux esclavagistes patronaux.

Les péripéties du contrat à l'EDF-GDF ont attiré notre attention, et la CGT, en faisant la fine bouche, a pu tromper sur ses intentions réelles.

Mais observons de plus près ce qui se passe dans nos entreprises et on s'aperçoit que le danger est beaucoup plus proche qu'il ne peut apparaître : en fait la C.G.T. a déjà signé des contrats de ce type, mais le nom n'existait pas encore. Exemple : les accords ETAM du Bâtiment, signés par la CGT principalement, dès janvier 1969.

Voici le contenu des accords ETAM de janvier 1970 :

1. Deux augmentations au pourcentage : 4,5 % en janvier + 2,5 % en juin = 7 % pour 1970 (dit la CGT).
2. Augmentation de la prime de déplacement ;
3. Les manœuvres passent automatiquement OS 1 et OS 2, après 3 et 6 mois dans l'entreprise ;
4. Le bleu de travail est désormais fourni par les patrons.

Que de succès, obtenus par la négociation ! Ceci est étonnant et il convient de regarder de plus près :

1. L'augmentation est pourcentage : elle accroît l'injustice de l'écart entre les plus bas et les plus hauts salaires. En plus il y a tromperie car l'augmentation n'est pas de 7 % mais de 5,75 % (voir H.R. n° 62). Mais les prix auront grimpé bien plus vite ! Donc le pouvoir d'achat baissera en 1970 pour les ouvriers du bâtiment. Pourtant, pas question de réclamer plus avant 1971 : le syndicat a signé !

2. Pour les déplacements, augmenter tant que vous voulez la prime ! Il est bien connu que les patrons ont le droit de débaucher les ouvriers à la fin d'un chantier ; de sorte que plutôt de déplacer les ouvriers (et donc de payer la prime) les patrons débauchent, quitte à rembaucher les mêmes ouvriers sur un autre chantier.

3. Les salaires officiels des manœuvres du bâtiment sont au-dessous du SMIG (3,20 en 1969, 3,33 en 1970). En fait (sauf les cas où la rapacité des patrons profite de l'ignorance des travailleurs immigrés nouveaux venus), les manœuvres sont payés au

niveau des OS 1, OS 2 et OS 3. Donc l'accord n'améliore rien : il n'officialise même pas les salaires réels.

RESULTAT : les bonzes syndicaux jettent de la poudre aux yeux des travailleurs, se glorifient de « victoires » obtenues par de « dures discussions », sans luttés à la base ; on invite les travailleurs à donner leur confiance aux bonzes syndicaux, et à ne pas déclencher d'action à la base qui pourrait compromettre le bon déroulement des négociations-traisons. On tend à démontrer ainsi que la lutte de classe, c'est la discussion au sommet, c'est la collaboration avec les patrons « compréhensifs » (pour qui ?). Bref il n'y a plus qu'à attendre les 2,5 % en juin et se tenir tranquilles ; le patron ne peut pas payer plus, toute lutte lui ferait perdre de l'argent et « adieu à nos 2,5 % ».

De telles activités découragent les travailleurs de la lutte et préparent patiemment, méthodiquement le terrain pour faire tomber les travailleurs dans le piège de la participation. Quant au bleu de travail, on ne nous fera pas croire que par une générosité subite les patrons, qui depuis 4 ans refusent obstinément cette revendication (même lors des actions les plus dures de mai-juin 68) vont céder aux simples invectives verbales, même les plus violentes, lors de négociations : nous ne voyons pas d'autres explications qu'une concession faite aux bonzes syndicaux pour faire avaler leur salade aux ouvriers, pour faire croire que leur ligne traîtresse de collaboration de classe peut obtenir des résultats tangibles. C'est un bluff d'autant plus grand que sur la plupart des chantiers on attend encore ce bleu de travail.

Nous, Marxistes-Léninistes, pensons qu'il ne peut y avoir d'associations entre exploiters et exploités, entre riches et pauvres, entre bourgeois et prolétaires.

SEULE LA LUTTE PAIE ! Les patrons peuvent payer, à condition qu'on les y force : la semaine de 40 heures et les congés payés en 36 ont été obtenus par la lutte de classe. Leurs usines en fait appartiennent à la classe ouvrière et au peuple, elles ont été construites par sa sueur et son sang. Elles lui reviendront par la révolution socialiste !

A bas la collaboration de classe !

UNITE A LA BASE ET DANS L'ACTION POUR LA REVOLUTION PROLETARIENNE !

VERGÈZE (Gard) : Source PERRIER

1.200 OUVRIERS EN LUTTE

Depuis le jeudi 4 juin, 1.200 travailleurs de l'usine de la « Source Perrier » à Vergèze sont en grève illimitée : les autres usines du trust sont aussi en grève (Montigny, Contrexéville, Vichy St-Yorre).

Sous la direction d'ouvriers d'avant-garde, les travailleurs de Vergèze ont aussitôt occupé leur usine, pour faire céder la direction sur :

- les 40 h sans diminution de salaire ;
- 50 centimes d'augmentation par heure pour TOUS ;
- les indemnités de maladie ;
- 1 h par mois d'information.

La direction a tenté plusieurs manœuvres grossières de provocation : mais l'unité de classe et le moral des ouvriers sont excellents, et les provocations ont toutes été déjouées.

Nous vous raconterons plus longuement cette importante grève qui continue, et d'où d'importants enseignements vont être tirés.

Aussitôt les ouvriers et étudiants révolutionnaires ont organisé la popularisation de la grève et ont fait des collectes de soutien dans la région. CAR IL FAUT TENIR !

Samedi 13, une manifestation a été organisée à Nîmes par le comité de grève. Près de 450 ouvriers traversè-

rent la ville scandant les mots d'ordre :

- « Unité à la base et dans l'action ! »
- « Non aux salaires de misère ! »
- « A bas les cadences internes ! »
- « Ce n'est qu'un début, continuons le combat ! »

Un tract expliquant la grève fut distribué à la population.

L'Internationale fut chantée plusieurs fois sous de nombreux drapeaux rouges et plusieurs banderoles dont une disait :

« Vive la juste lutte CLASSE CONTRE CLASSE des ouvriers de Perrier ! »

Ensuite, dans un ferme discours, un ouvrier dénonça l'exploitation scandaleuse des travailleurs par les patrons du trust. A la fin, le comité de grève laissa le micro à un étudiant marxiste-léniniste de l'Huma-Rouge qui déclara que toute la population devrait apporter un soutien très large à cette grève exemplaire.

Au moment où nous vous envoyons ce mot, la grève continue !

PERRIER PEUT PAYER ! PERRIER PAIERA ! VIVE LA CLASSE OUVRIERE !

Correspondant H.-R.

2^{ème} CONFÉRENCE NATIONALE CHEMINOTE

RENDEZ-VOUS

AU LOCAL DE FRONT UNI, 17, RUE DU SENTIER

Le 21 JUIN, à 9 h.

Cheminots, prenez contact avec le Comité d'Initiative (par l'intermédiaire de F.U.) avant cette date.

VALLOUREC-MONTBARD (Côte-d'Or)

PREMIÈRES LEÇONS

Montbard, sous-préfecture de moins de 10.000 habitants du département de la Côte-d'Or, possède néanmoins une particularité importante. C'est sur son territoire que se dresse la plus grande usine métallurgique du département : Vallourec.

Près de 3.000 salariés y sont employés, dont environ un tiers de paysans en voie de prolétarianisation, beaucoup d'autres ouvriers ayant eux-mêmes des attaches paysannes.

Vallourec est une société anonyme ayant des filiales en France et à l'étranger. (C'est le premier producteur de tubes de France et le cinquième d'Europe). A l'usine d'Aulnoye (Nord), tout récemment, les travailleurs en grève ont séquestré le directeur et ses plus proches « collaborateurs ». Mais le visage habituel de Vallourec c'est le paternalisme. A Montbard, la firme contrôle plus ou moins étroitement tous les secteurs de la vie sociale (sur les plans culturel, sportif, etc.), et surtout, le logement.

La société loue aux travailleurs les moins qualifiés (parmi lesquels de nombreux yougoslaves) des logements dans des « cités » sinistres. Elle achète des terrains qu'elle vend à crédit à ses ouvriers, — qui se trouvent de ce fait directement endettés envers elle, — et leur assure des conditions particulières de prêt à l'habitat.

Enfin elle offre aux ingénieurs des logements gratuits et même, les services d'un jardinier pour l'entretien des pelouses.

Comme Vallourec dispose du monopole de l'emploi dans un rayon appréciable, elle a tôt fait de récupérer tout cela sur le dos des travailleurs grâce à une politique de bas salaires et de cadences élevées (accidents du travail nombreux et en augmentation constante).

Mais le comité d'établissement (à nette majorité C.G.T., malgré une progression de la C.F.D.T. après mai 68) est d'une rare discrétion sur ce point. Par contre, il a organisé récemment, — en collaboration avec la Gendarmerie Nationale et avec l'assentiment patronal (évidemment !) une campagne de... prévention routière (l'« opération Montbard »). Sans commentaires !

DEMOCRATIE AVANCÉE ET COLLABORATION DE CLASSES

Comme nous l'avons indiqué, la C.G.T. occupe une position dominante à Vallourec, — et son dirigeant est Jacques Garcia, qui est également conseiller général P. « C. » F. et porte réviso local.

Garcia fut jadis un militant ouvrier intègre et courageux. C'est ce qui explique l'autorité dont il dispose encore auprès des travailleurs.

Le révisonisme en a fait une « notabilité », un collaborateur de la bourgeoisie et des patrons. En juin 68 Garcia et ses sous-fifres, après s'être lancés tête baissée dans la campagne des législatives — abandonnant l'usine occupée et les travailleurs en grève, se répandirent dans toute la région appelant par hauts-parleurs à la reprise du travail, en dépit de la minceur des « avantages » obtenus et la volonté de lutte des ouvriers...

Mais voici mieux. Deux semaines après la reprise du travail, le 1^{er} juillet 1968, Garcia, ornement ouvrier de cette palinodie patronale qu'est la remise des médailles du travail, prononça un discours dont voici quelques extraits :

S'adressant aux ouvriers :

« Depuis des années, par sa simplicité, cette cérémonie retrace la vie quotidienne de tous ceux qui, placés à quelque échelon de la hiérarchie, ont contribué au développement de la société... »

Vos délégués ont toujours 20, 25, 35 et 45 ans de présence, reflétant

l'image de cette progression (sic). Aussi, le comité d'établissement m'a-t-il demandé de féliciter tous les nouveaux promus, et de leur apporter leur sympathie...

La liste est longue de tous ceux qui ont pensé qu'à l'occasion de cette réunion, la société se devait de vous manifester sérieusement sa reconnaissance. Aussi, nous avons contribué à alourdir l'enveloppe ou la valeur du cadeau qui vous est remis... »

Puis, s'adressant au directeur :

« Chaque membre du personnel a conscience d'avoir gagné par son travail les récompenses que vous avez attribuées. Chacun exprime l'espoir que demain, sur le front du travail où il retrouve ses difficultés, une attention toujours plus soutenue soit apportée aux problèmes humains qui surgissent inévitablement (resic)... »

Ainsi, M. le Directeur, le dialogue que nous souhaitons plus large pour demain doit-il contribuer à développer le respect de la personne humaine (!!!) qui nous grandira tous et nous permettra de mieux résoudre d'autres questions... »

Larbinisme à l'égard des patrons, préchi-précha « humaniste » sur le « respect de la personne humaine » et le « dialogue » entre prolétaires et patrons. Voilà où sont parvenus les bonzes révisionnistes modernes ! Un sous-bonze ne déclarait-il pas, à la veille des vacances 69 qu'il ne fallait pas faire grève en raison du fait que « le carnet de commandes de la boîte était plein » (argument d'ailleurs repris plus tard par le syndicat C.F.D.T.).

Chez Coder à Marseille, les bonzes disent aux travailleurs qu'une grève serait mal venue en raison de la pénurie de commandes. Autrement dit, pour ces messieurs (comme pour les patrons), ce n'est jamais le moment de faire grève.

Soumission aux intérêts du capital, trahison des intérêts du prolétariat, telle est la ligne générale des révisos-réformistes à Montbard comme ailleurs.

INTERVENTION DES MARXISTES-LENINISTES

C'est dans ce contexte que se place la première intervention des marxistes-léninistes. Le moyen ? Un tract distribué aux travailleurs en octobre 1969, qui indiquait notamment :

« A Vallourec, comme partout ailleurs, les patrons sont les représentants de l'Etat bourgeois anti-populaire qui vit de l'exploitation des travailleurs. Tant que la société de classes existera, il y aura des patrons et des salariés, des exploités et des exploités. »

Donc, le remède à l'exploitation du prolétariat est la suppression de la société de classes. Et comme les patrons ne s'en vont pas tout seuls, il faudra les chasser au moyen de la violence révolutionnaire... »

A cette époque la C.G.T. cherchait justement à redorer son blason, à Montbard comme dans toute la France au moyen de grèves tournantes lancées ou récupérées par elle.

A Vallourec, la revendication centrale était le rattrapage des salaires de la région dijonnaise, soit une augmentation du salaire horaire de 1 F à 1,50 F. La forme adoptée, la grève des cadences fit tomber la production jusqu'au quart de la normale. Mais les syndicats s'ingéniant à faire débrayer un atelier après l'autre, le mouvement s'essouffait au bout de trois semaines, et les patrons s'en tirèrent en accordant des miettes (11 à 20 centimes de l'heure), ce qui fit dire à de nombreux travailleurs qu'ils avaient été trahis.

Il faut dire toutefois que notre intervention ne fut pas déterminante. La majorité des ouvriers, peu informés sur les luttes se déroulant ailleurs, encore largement mystifiés par les

bonzes, n'accueillirent pas notre intervention sans une certaine réticence.

De plus, la forme de notre tract, compacte, intellectualiste, reflet de notre inexpérience était peu assimilable pour des travailleurs.

En outre, nous avons traité avec un certain dédain la revendication centrale de 1 F à 1,50 F d'augmentation horaire, n'y voyant qu'une revendication purement « économiste et démagogique ».

Or, une enquête plus approfondie nous aurait appris que cette revendication était populaire et mobilisatrice, en raison du niveau scandaleusement bas des salaires à Vallourec.

Nous avons, au moins implicitement, privilégié le « qualitatif » (diminution du temps de travail et des cadences) par rapport au « quantitatif » (l'augmentation des salaires).

Or, cette dernière revendication était justement qualitativement différente de celles avancées en général par les révisos-réformistes telles que « maintien du pouvoir d'achat », ou « rattrapage du pouvoir d'achat » de juin 68.

Enfin, soucieux de « pureté » idéologique, nous ne nous sommes pas suffisamment inquiétés des besoins réels des travailleurs.

Néanmoins l'accueil des travailleurs à notre propagande ne fut jamais hostile, et son influence ultérieure a sûrement été appréciable.

PREMIERS HEURTÉS AVEC LA POLICE

La suite de notre intervention devait d'ailleurs nous le prouver.

Lors de la dévaluation, par exemple, une feuille de la C.G.T. ayant publié une « analyse » geignarde et économiste à 200 %, entièrement axée sur le « rattrapage du pouvoir d'achat de juin 68 », sans aucun contenu de classe, nous distribuâmes nous-mêmes un tract indiquant notamment :

« La bourgeoisie française est malade et impose le coût des remèdes au peuple, essentiellement au prolétariat. La dévaluation et les mesures d'austérité sont donc d'abord des mesures de survie pour la bourgeoisie, et par conséquent aussi des mesures anti-sociales, soit l'aggravation des conditions de vie du prolétariat... »

Nous soulignons que le texte de la C.G.T. marquait un abandon des positions de classes du prolétariat, et que, loin d'être des « provocateurs gauchistes » nous ne faisons que reprendre les analyses qui furent celles de la C.G.T. quand cette organisation était encore l'organisatrice de grandes luttes classe contre classe.

Autre point sur lequel a porté notre intervention, la lutte contre la « méthode SORA » de calcul des rémunérations.

Cette méthode, introduite à Vallourec, a eu pour résultat l'institution de 700 salaires différents pour 1.200 ouvriers horaires. Arbitraire, cote d'amour, contrôle impossible, telles sont les caractéristiques essentielles de ce système, que nous dénoncions dans notre tract.

Mais, dans le « Métallo Montbard », Garcia lui-même se mettait à plat-ventre, après quelques phrases creuses sur l'attachement prétendu de la C.G.T. au principe « à travail égal salaire égal ». Il concluait en effet en ces termes :

« Nous pensons qu'il faut veiller méticuleusement à l'application de ce système pour défendre cas par cas vos intérêts. » (On se demande comment !)

A peu près à la même époque, on put lire dans le journal de la cellule P. « C. » F. de Montbard l'énormité suivante :

« Chaban-Delmas inverse les rôles en essayant de faire retomber sur les travailleurs la responsabilité des con-

flits sociaux dont on aurait pu faire l'économie, si comme le proposait la C.G.T., le gouvernement avait accepté une véritable discussion... »

Nous distribuâmes alors un nouveau tract où nous réfutions l'« argumentation » réviso en soulignant que...

« La C.G.T. et le P. « C. » F. ne peuvent faire l'économie de la lutte de classes qu'en acceptant de servir les intérêts du patronat. »

Lors de la distribution de ce tract, les flics embarquèrent plusieurs de nos camarades pour « vérification d'identité », manifestant un grand respect pour « M. Garcia ». Un notable embourgeoisé qualifié de traître, voilà de quoi scandaliser des flics ! Mais nos démêlés avec la police ne faisaient que commencer !

LA COLLUSION P. « C. » F. - POLICE

Comme nos derniers tracts avaient rencontré un accueil favorable parmi les travailleurs de Vallourec, les dirigeants révisos franchirent un nouveau degré dans la trahison. Jusqu'alors, ils s'étaient bornés à injurier nos camarades (exemple : « alors, minette, t'as du poil de cul sous les bras... »).

Mais lorsque nous commençâmes à diffuser l'« Humanité-Rouge » devant la boîte, le style social-fasciste des révisos se montra dans toute sa splendeur : menaces, journaux déchirés, etc. Cette fois, un « front uni » nouveau modèle fut réalisé entre le P. « C. » F. et les flics contre les militants marxistes-léninistes. Les policiers arrivés promptement sur les lieux furent aidés dans leur « chasse aux militants » par les sbires de Garcia. L'un de ceux-ci devait d'ailleurs reconnaître implicitement cette collusion révisos-flics. Aux travailleurs dégoûtés mais encore incrédules qui le questionnaient sur ce point, il répondit en effet : « Je ne sais pas si Garcia a appelé les flics, mais s'il l'a fait, il a bien fait. »

A part le port du képi, rien ne distingue plus les révisos des flics quand il s'agit de faire la chasse aux militants révolutionnaires. Dont acte !

LA SITUATION EST EXCELLENTE

Cela fait maintenant plusieurs mois que nous intervenons à Vallourec. Quelle est donc la situation maintenant ?

Jusqu'à présent, les révisos ont encore une grande influence sur les masses. Ils canalisent ou récupèrent encore la volonté de lutte des travailleurs.

Mais « le ver est dans le fruit ». Des travailleurs, sans cesse plus nombreux critiquent ouvertement la ligne suivie depuis 1968 par le P. « C. » F. et les syndicats. Certains ne reprennent pas leur carte. La base ouvrière partage peu ou prou le point de vue que nous exprimons sur Garcia et sa clique, alors que naguère le même Garcia était intouchable et insoupçonnable aux yeux des masses. Sans épithètes, mais en nous plaçant exclusivement sur le terrain politique et revendicatif, nous avons contribué à clarifier les positions, cristallisé les conflits dans l'usine, soutenu les aspirations révolutionnaires de la masse travailleuse contre les manœuvres dilatoires des bonzes. Et ceci n'a évidemment pas été en faveur du révisonisme.

La collusion désormais ouverte de la C.G.T. et du P. « C. » F. avec les flics est un aveu de faiblesse, c'est le fait d'une « force réactionnaire au seuil de sa perte ».

Arracher la classe ouvrière au révisonisme, c'est une tâche longue et ardue. Mais elle n'est pas au-dessus de nos forces.

A Montbard comme ailleurs, nous n'aurons de cesse de la mener à bien. Et nous y parviendrons.

Correspondant H.-R.

A MONTPELLIER

" C'EST ÇA OU LA PORTE " ...

(Meeting unitaire contre la répression patronale et policière)

A Montpellier s'est tenu le 10 juin à 21 heures, un meeting unitaire contre la répression, avec la participation du père Cardonnell, de l'Ugem-Unef, de la CFDT, du PSU, du Comité Occitan, du Centre Départemental des Jeunes Agriculteurs, des syndicats d'enseignants (SNI-SNESIPES-SNESUP), du MDPL (ex-MCAA) et de « L'Humanité-Rouge ».

Ce fut un meeting enthousiaste, avec environ 500 personnes, un meeting offensif où l'Internationale retentit plusieurs fois.

Dès le début une longue ovation accueillit les représentants du Comité de grève des 1.200 ouvriers de l'usine Perrier, venus populariser leur grève exemplaire de lutte de classe ; une collecte fut organisée par des Camarades de l'H.R. : la générosité de la salle témoigne du retentissement de l'intervention des Camarades ouvriers.

Ensuite se succédèrent à la tribune les orateurs des organisations, dénonçant pour la plupart très sévèrement le rôle des dirigeants révisionnistes du P.C. » F. dans la répression.

A la fin du meeting des tracts du Comité de défense des travailleurs immigrés dénonçant la scandaleuse exploitation des travailleurs immigrés furent distribués, ainsi que l'édition spéciale de l'H.R. (déclaration du Président Mao du 20 mai 1970) et une plaquette faite par tous les organisateurs du meeting.

Ce meeting de masse est une première étape de la riposte unie contre la répression et la fascisation.

Correspondant de Montpellier

INTERVENTION PRONONCÉE AU NOM " DE L'HUMANITÉ ROUGE "

L'« Humanité-Rouge » tient tout d'abord à saluer la forme unitaire de ce meeting contre la répression et souhaite activement que cette unité fondée sur des bases claires permette de gagner d'autres batailles politiques, et plus particulièrement celle du procès du 1^{er} juillet, où deux militants d'extrême-gauche seront jugés pour avoir dénoncé sur les murs de Montpellier la répression policière.

Souhaitons enfin que ce meeting n'offre pas le spectacle hideux du tout récent meeting contre la répression à la Mutualité de Paris, où des soi-disant « maoïstes » et autres prétendus « révolutionnaires » ont fini la soirée en se tapant dessus.

Organisons plutôt, comme ce soir, une riposte de masse.

Lors de la distribution des tracts appelant à ce meeting, plusieurs personnes nous ont demandé : « Mais où est donc cette répression dont vous parlez tant ? »

En apparence, il est vrai, les exactions policières ne touchent que quelques individus, et quelques manifestations diverses.

En réalité la répression est partout ; elle est permanente : à l'usine, c'est le chantage quotidien, continu du patron à l'ouvrier : « C'est ça ou la porte » et « il y en a dix qui attendent ».

Notre région est parmi celles qui comptent la plus forte proportion de chômeurs.

C'est un paradis pour les patrons, un paradis où ils viennent, comme on dit, se « décentraliser ». Ils puisent sans scrupules dans ce réservoir d'esclaves qu'est la masse des jeunes chômeurs.

Par exemple, à l'usine de confection Paulhan-Marebella, le patron paie des apprentis de 16 ans 1,50 F de l'heure. Et il fait durer l'apprentissage deux ans.

Pour l'usine de bas Vapal, il y a tous les jours des offres d'emploi dans la presse. Cela veut dire que tous les jours de jeunes ouvrières fuient le bagne Vapal.

Inversement, à partir de 40 ans, car un ouvrier est considéré comme vieux dès cet âge-là, l'ouvrier est paralysé, enchaîné à son usine : il sait qu'il lui est impossible de trouver en ville, ou même dans la région, un emploi équivalent.

« C'est ça ou la porte ».

Avec ce chantage, les patrons réduisent les ouvriers au niveau de simples bêtes de somme, et encore...

A Paulhan-Marebella il ne se passe pas de jours sans qu'une à deux ou-

vières ne s'évanouissent de fatigue, de chaleur, et d'énervement.

A la biscuiterie Unic, les conditions de travail sont pires encore.

A la Sogemco, usine de mise en bouteilles, les patrons paient 3,19 F de l'heure, moins que le S.M.I.G. Et pourtant on y fait les 3-8. Et pourtant certains n'y travaillent que de nuit.

A l'usine de tuyaux Bona, à Vendargues, 9 tués en 7 ans.

Chaque année, des mains, des bras écrasés. « C'est ça ou la porte ».

Dans le bâtiment, c'est la même chose : on dégringole dans les trous de cheminée ou par les balcons : (le mois dernier) ou encore on reçoit des quairons sur le crâne, quand ce n'est pas le vent qui fait basculer les grues parce que le patron n'a pas voulu perdre une journée et respecter les consignes de sécurité (comme à la Paillade). Les grues sont assurées, mais les ouvriers ???

L'été on mijote dix heures sous le soleil brûlant ; l'hiver, on attrape des orgelets, des gersures, des bronchites, etc.

Trois immigrés meurent sur les chantiers chaque jour en France ; 40 % ont un accident de travail dans l'année.

« C'est ça ou la porte ».

Avec ce chantage, la répression est quotidienne.

A Gelbom, sous-traitant d'I.B.M., les contremaîtres se postent devant les waters pour chronométrer le temps qu'y passent les ouvrières.

A Gelbom toujours, une ouvrière est renvoyée parce qu'elle avait manqué deux après-midi : le premier pour voir son mari en permission, le second pour mener son enfant chez le médecin.

Dans une usine près de Montpellier voilà comment est sanctionné le moindre retard, fut-ce d'une minute :

- prime de rendement supprimée : 4 F ;
- prime d'assiduité supprimée : 12 F ;
- demi-heure de travail non payée : 2 F.

Soit 18 F pour une minute de retard...

« C'est ça ou la porte ».

Avec ce chantage les règlements intérieurs de la plupart des usines sont scandaleux : interdiction de travailler en état d'ivresse ou de fumer devant des produits dangereux : ce qui est normal, et sur le même plan, la ligne suivante (!) : interdiction de porter des journaux, de diffuser des tracts, de se réunir à l'intérieur de l'usine...

Pour les immigrés la police essaie de faire régner parmi eux une atmosphère de terreur : tracasseries permanentes avec la paperasse ; utilisation des mouchards ; police secrète qui s'occupe exclusivement d'eux comme le prétendu Service d'aide technique ; flics dans les foyers (concierge).

Derrière le masque d'une législation compliquée, on se rend compte que les immigrés n'ont aucun droit, sauf celui de prendre des coups sans rien dire ; et la police ne s'en prive pas : les travailleurs ne sont pas bavards sur ce qui se passe dans les locaux de la police, et cela se comprend ; mais nous SAVONS que récemment, un travailleur a été « tabassé » dans ces locaux.

Ce n'est d'ailleurs pas la première fois que cela arrive.

« C'est ça ou la porte ».

Sous le règne de ce dictat, liberté d'expression, liberté d'opinion, liberté de réunion, liberté syndicale, sont de belles paroles en l'air qui font doucement rigoler. Récemment à la D.L.M., autre sous-traitant d'I.B.M., un délégué syndical a été mis à la porte. C'est contre la loi ? Oui : mais la loi n'est pas faite pour frapper le patron.

La liberté dans les usines, ça n'existe pas. Il n'y a que la liberté de se taire, d'obéir, d'être exploité.

Pour se parler, il faut toujours se cacher, ruser.

Diffuser ouvertement un tract, un journal est impensable : c'est tout bonnement un suicide.

LA VOILA LA REPRESSION... malgré tous les mensonges, tous les silences de la presse, de la radio, et de la télé, l'ouvrier est toujours un esclave.

Et l'énorme appareil d'Etat, principalement la police et l'armée, ne sont là que pour maintenir cet état de fait — ce système d'exploitation de l'homme par l'homme, cette répression permanente.

Voilà pourquoi ceux qui dénoncent cette exploitation sont victimes de cet appareil d'Etat avec tous ces truquages.

Voilà pourquoi Marcellin envoie ses C.R.S. contre les ouvriers du trust Perrier à Contrexéville alors que ceux-ci, et notamment les camarades de l'usine de Vergèze (Gard) sont en train de mener une grève exemplaire et courageuse.

Parallèlement tout est mis en œuvre par le gouvernement au service exclusif des monopoles pour éviter que le microbe révolutionnaire ne touche la classe ouvrière : et pour ce travail le gouvernement reçoit une aide précieuse, voire CAPITALE, des dirigeants du Parti soi-disant Communiste Français qui désarment les travailleurs au profit d'illusoires combinaisons électorales, qui appellent ouvertement à la répression contre les révolutionnaires, qui se portent « garant de l'ordre public », en fait « garant de l'ordre capitaliste », qui assimilent comme le gouvernement « gauchistes » et fascistes.

La classe ouvrière aujourd'hui est

divisée, relativement isolée, mais combative ;

de l'autre côté la bourgeoisie connaît de plus en plus de difficultés de toutes sortes.

C'est toujours devant ce type de situation que, pour conserver son pouvoir, la bourgeoisie a fait appel au fascisme, forme de dictature terroriste ouverte du capital.

Aujourd'hui nous ne sommes pas encore à la veille du fascisme : mais déjà, dès mai 58 et depuis mai 68 surtout, le gouvernement prend toute une série de mesures allant très nettement dans le sens d'un renforcement de l'appareil d'Etat (réforme du sénat, des régions, de la justice, de l'armée, de la police, etc.).

Il y a longtemps que le pudique voile parlementaire auquel s'accrochent désespérément certains « démocrates avancés » a montré qu'il n'était que comédie.

D'autre part, si au début du siècle les grands monopoles allemands ou italiens ne contrôlaient pas directement l'appareil d'Etat, s'ils ont dû faire appel à Hitler, Mussolini et leurs nervis pour s'en emparer totalement,

aujourd'hui, les quelques trusts qui dirigent la France ont entièrement sous la main tout l'appareil d'Etat : aussi les partisans d'un renforcement de cet appareil de répression sont DEJA en son sein : ce sont des personnages nouveaux, des « anti-fascistes » d'hier, qui sont partisans d'un régime plus dur, qui sont prêts à casser du « gauchiste » et de l'ouvrier au cas où les choses empireraient pour les exploités. La dictature ouverte prendra certainement d'autres formes que le fascisme « classique » :

L'évolution de l'appareil d'Etat, ce processus que les communistes marxistes-léninistes appellent la fascisation, tous les révolutionnaires doivent l'étudier sérieusement pour le combattre efficacement.

Car seule la révolution socialiste enrayera ce processus, en écrasant l'Etat au service de la bourgeoisie depuis 1789.

Car aujourd'hui la situation est excellente pour les ouvriers et les peuples du monde : nous sommes à l'époque où l'impérialisme va à son effondrement total et où le socialisme marche vers la victoire totale dans le monde entier : il suffit de regarder en ce moment la débâcle des troupes américaines et fantoches au Cambodge, comme dans tout le Sud-Est asiatique, sous les coups de l'invincible guerre du peuple.

Comme le dit le Président Mao, grand guide de la révolution mondiale :

« Les forces réactionnaires ont leurs difficultés, et nous avons les nôtres. Mais celles des forces réactionnaires sont insurmontables parce que ces forces s'acheminent vers la mort, sans aucune perspective d'avenir. Les nôtres peuvent être surmontées, parce que nous sommes des forces jeunes et montantes ayant un avenir lumineux. LA REPRESSION SERA VAINCUE. »

LETRE DU DIRECTEUR DU BUREAU D'INFORMATION DU G.R.P. DU SUD-VIETNAM A NOTRE JOURNAL

Chers amis,

C'est avec plaisir que nous avons reçu votre lettre du 3 juin dernier, et tenons à vous en remercier.

Nous transmettons le message que vous nous avez remis à Mme Nguyễn Thị Bình.

Nous vous remercions à nouveau pour tous les efforts que vous déployez pour le soutien de notre lutte contre l'agression américaine,

et vous prions de recevoir, chers amis, nos sentiments fraternels.

Pour le Bureau d'Information
du G.R.P. de la R.S.V. à Paris
Huỳnh Công Tâm